

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS		ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et autres Pays d'expression française ... 1 an 6 mois		Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. : 37-18 — LOME.	La ligne 80 frs minimum 250 frs
Ordinaire	1.300 frs 800 frs		
Avion	3.300 frs 1.700 frs	Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.	Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 250 frs
Etranger	1 an 6 mois		
Ordinaire	1.600 frs 900 frs	Les abonnements et annonces sont payables d'avance.	Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone 27-01 — LOME
Avion	3.750 frs 2.300 frs		
Prix du numéro			
Au comptant à l'imprimerie : 75 frs			
Par porteur ou par poste :			
Togo, France et autres Pays			
d'expression française 90 frs			
Etranger : Port en sus.			

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1967

- 29 déc. — Décret N° 67-258 portant création, organisation et fonctionnement d'un établissement public dénommé : « Centre de la Construction et du Logement » 73
- 29 déc. — Décret N° 67-259 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer au producteur et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte d'arachide 1967-68 76
- 29 déc. — Décret N° 67-260 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte des palmistes 1968.. 77
- 29 déc. — Décret N° 67-261 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour les graines de ricin de la récolte 1968 78

- 29 déc. — Décret N° 67-262 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte du coprah 1968 78

1968

- 3 janv. — Décret N° 68-1 nommant M. Gassou Anani Ernest, ingénieur de 1^{re} classe 1^{er} échelon d'agriculture, directeur du secteur palmier 79
- 3 janv. — Décret N° 68-2 nommant M. Abalo Were Paul, ingénieur de 2^e classe 2^e échelon d'agriculture, directeur de la SORAD de la Kara 79
- 8 janv. — Décret N° 68-3 portant additif au décret n° 67-130 du 22 juin 1967 portant nomination 79
- 10 janv. — Décret N° 68-4 nommant Mme Van Lare de Medeiros Louise, juge de paix dans le ressort de la cour d'appel du Togo 79
- 11 janv. — Décret N° 68-5 portant approbation du plan-directeur de zoning du Port de Lomé 79

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1967

- 30 déc. — Arrêté N° 175-PR/MER portant dissolution des brigades des travailleurs 79

1968

- 15 janv. — Arrêté N° 10-PR portant rattachement du Service de la Jeunesse et Sports au Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Sports et à la Culture. 80

Arrêtés accordant secours scolaires à des étudiants togolais au Sénégal et en France et destituant M. Dambre Kombougou, chef du canton de Warkambou	80
---	----

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1968	80
---	----

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1968

8 janv. — Arrêté N° 4-MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuve et d'orphelin de M. Houndjago Amoussou Ignace	81
8 janv. — Arrêté N° 5-MFE/MF/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. De Souza Théodore	81
8 janv. — Arrêté N° 6-MFE/MF/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Mate Louis Afogan	81
8 janv. — Arrêté N° 7-MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuve et d'orphelin du gendarme Kangbeni Kantati	81
8 janv. — Arrêté N° 8-MFE/MF/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Dadzie Nutékpo	81
8 janv. — Arrêté N° 9-MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au gendarme Gaglo Comlan	81
8 janv. — Arrêté N° 10-MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuve et d'orphelin du gendarme Akpao Karka	82
8 janv. — Arrêté N° 11-MFE/FA portant augmentation du montant de la caisse d'avance du service des pêches	82
8 janv. — Décision N° 6-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI)	82
8 janv. — Décision N° 7-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'ambassade du Togo à Lagos	82
8 janv. — Décision N° 8-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au compte bancaire Minisanté-UNICEF N° 30.131 UTB à Lomé	82
8 janv. — Décision N° 10-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au secrétaire général de l'Organisation Météorologique Mondiale à Genève	82
8 janv. — Décision N° 11-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)	82
Arrêté N° 317-MFE/MF/CR du 18 novembre 1967 portant concession d'une pension militaire de retraite à l'adjudant-chef Kedessime Abalo (Rectificatif)	83

Arrêtés et décision portant nomination et approbation de rôles	83
--	----

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décision portant affectation et nomination	84
--	----

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

Arrêtés portant désignation de représentants de l'Etat en justice	84
---	----

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1968

9 janv. — Arrêté N° 1-INT portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la circonscription de Dapango, exercice 1967	84
11 janv. — Arrêté N° 4-INT portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1967	84
11 janv. — Arrêté N° 5-INT portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la circonscription de Kandé, exercice 1967	85
Arrêté et décision portant promotion dans le corps des gardiens de circonscription, licenciement et engagement	85

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1968

10 janv. — Arrêté N° 1-MTP/PAL divisant en zones les terrains du Port franc de Lomé	86
Décisions portant nominations	86

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1968

4 janv. — Arrêté N° 4-MFP nommant M. Ajavon Phestère, secrétaire d'administration de 1 ^{re} classe 3 ^e échelon, conseiller technique du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique	89
5 janv. — Arrêté N° 5-MFP portant ouverture d'examen professionnel pour le recrutement d'agents spécialisés statisticiens (spécialité perforateur)	87
5 janv. — Arrêté N° 6-MFP portant ouverture d'examen professionnel pour le recrutement d'agents spécialisés statisticiens (spécialité enquêteur)	87
Arrêtés et décisions portant intégrations, titularisations, nominations, affectations, engagements, réengagement, changement de fonctions, reprise de fonction, admission à la 2 ^e session de l'examen de sortie du centre national de formation sociale, radiation, incarcérations additif et rectificatifs à de précédents arrêtés et décisions portant intégration, engagement, passage automatique d'échelon et admission à la retraite	87

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

1968

5 janv. — Arrêté N° 1-MSP portant approbation du règlement intérieur de l'Office National Togolais de la Pharmacie « TOGOPHARMA »	92
---	----

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DU TOURISME ET DU PLAN,

1967

30 déc. — Arrêté N° 15-MCITP fixant l'objet et l'étendue des pouvoirs du représentant du gouvernement en la personne du chef de la circonscription administrative de Klouto en matière de prix	92
--	----

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES**

Enquête de commodo et incommodo concernant l'ouverture d'une station de vente de carburants à Aného par la société B.P.	93
Conservation de la propriété foncière (<i>Avis de bornage</i>)	93
Récépissé de déclaration d'association	93
Banque Internationale de l'Afrique Occidentale (<i>Bilan au 30 septembre 1967</i>)	93
Banque Nationale de Paris (<i>Bilan au 30 septembre 1967</i>)	94
Banque Togolaise de Développement (<i>Bilan exercice 1966-67</i>) ..	94
Union Togolaise de Banque (<i>Bilan au 30 septembre 1967</i>) ...	95
Société Togolaise de Crédit Automobile (<i>Bilan au 30 septembre 1967</i>)	95

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE****LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS****DECRETS**

DECRET N° 67-258 du 29-12-67 portant création, organisation et fonctionnement d'un établissement public dénommé : « Centre de la Construction et du Logement ».

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Sur propositions du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications et du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Il est créé au Togo un établissement public doté de la personnalité morale et dénommé : « Centre de la Construction et du Logement ». Ce centre, placé sous l'autorité de tutelle du ministre des travaux publics, aura pour objet :

— de procéder aux prospections, études et recherches portant sur l'origine, la qualité et l'utilisation des matériaux locaux ;

— d'étudier la mise en place et le développement d'installations artisanales et industrielles se rapportant aux matériaux locaux et à leurs composants et éventuels sous-produits, ainsi qu'aux activités connexes ou induites ;

— de rechercher et mettre au point des procédés et méthodes de construction tendant notamment à l'amélioration des techniques traditionnelles usitées ainsi qu'à l'évolution et au développement de nouveaux moyens valables à dégager ;

— d'examiner l'utilisation possible de nouveaux matériaux et procédés de construction étudiés et employés ailleurs ainsi que leurs éventuelles diffusion et application au Togo ;

— de démontrer par des réalisations expérimentales et l'exécution d'opérations pilotes l'intérêt des études et recherches faites et mises au point notamment en aidant à appliquer les nouvelles techniques préconisables à la matérialisation de programmes pratiques de construction et d'habitat ;

— de mettre au point et aider à appliquer les méthodes pédagogiques nécessaires pour enseigner, diffuser et vulgariser ces nouvelles techniques ;

— enfin de rechercher et étudier tout moyen permettant d'améliorer la construction et l'habitat, ainsi que l'industrie et l'artisanat togolais dans ce domaine.

CHAPITRE I*Attributions, pouvoirs et responsabilités du Centre*

Art. 2 — Le centre prendra toutes mesures utiles pour favoriser le développement de l'économie locale en matière de construction. Il veillera à la mise en valeur des matériaux locaux et à leur bon emploi notamment en diffusant des procédés et méthodes de construction, en rapport avec les moyens recensés et en tenant compte des besoins, tout en aidant à la formation et au perfectionnement de la main d'œuvre nécessaire à l'application des techniques vulgarisables. En outre il effectuera tous travaux de son ressort en rapport avec la construction et l'habitat, tels que : recherches, études, analyses, essais, contrôles, mesures, démonstrations, standardisation, normalisation, etc... — A cet effet, il sera appelé à procéder notamment aux opérations suivantes :

— inventorier, prospecter, identifier et analyser les sols argileux et autres ainsi que les matériaux d'origine organique et inorganique ;

— déterminer les possibilités d'emploi des matériaux examinés et les sélectionner après exécution des tests et essais de toute nature nécessaires à la détermination de leurs caractéristiques technologiques ;

— procéder aux recherches et essais afférents à la composition de bétons, mortiers, liants et stabilisants, revêtements, etc... de toutes natures ;

— effectuer les recherches, mesures et essais en matière d'isolation hydraulique, thermique et autres ;

— déterminer le taux de résistance admissible des matériaux sélectionnés à tous les efforts auxquels ils sont appelés à être soumis et aux contacts d'agents et phénomènes extérieurs (chocs, feu, insectes, intempéries, usures, etc...) ;

— recenser et analyser les besoins en fonction des coutumes et possibilités locales ;

— faire les recherches et essais en vue d'appliquer les normes de coordination modulaire, et une standardisation des éléments de construction susceptibles de s'y prêter ;

— procéder aux études diverses et de projets « type » de toutes natures ;

— rechercher, analyser et définir des méthodes et procédés de construction applicables à partir des connaissances et résultats acquis ;

— déterminer les moyens en personnel et matériel nécessaires pour la diffusion des méthodes et procédés dégagés (degré de spécialisation, équipements « type », développement des installations artisanales et industrielles, encadrement, etc...) ;

— étudier la mise en place de moyens en fonction des programmes régionaux fixés ou à élaborer ;

— exécuter des opérations expérimentales et de démonstration ;

— étudier les méthodes de diffusion et de pédagogie à appliquer et les déterminer ;

— aider à former et perfectionner les cadres supérieurs, moyens et subalternes ainsi que la main-d'œuvre spécialisée nécessaires à la réalisation de programmes de construction et d'habitat ;

— aider à diffuser et vulgariser les procédés mis au point par tous les moyens audio-visuels requis ainsi que par des réalisations de démonstration ;

— déterminer les normes techniques d'emploi des matériaux, méthodes et procédés en usage ou dégagés par le centre ;

— faire tous essais et contrôles de son ressort (y compris éventuellement d'ordre routier ou géotechnique).

Art. 3 — Le centre effectuera tous travaux demandés et de son ressort au profit de :

— tous les particuliers, tâcherons, artisans, entreprises, sociétés, compagnies et organismes privés divers et ce au prix du barème qui sera établi à cet effet en accord avec les services gouvernementaux responsables des prix ;

— tous les services, départements, collectivités et organismes divers publics ou para-publics et ce suivant des accords passés entre les parties sous forme de conventions particulières ou générales.

Art. 4 — Le centre peut conclure des accords avec toute organisation, personne physique ou morale, soit publique, soit privée, de manière à mener à bien les tâches qui lui sont confiées par le présent décret.

CHAPITRE II

Dispositions financières

Art. 5 — Le centre est habilité à passer tous les actes nécessaires à la réalisation de son objet, notamment posséder, aliéner, et hypothéquer toute espèce de ses biens et signer tout contrat ou bail à cet effet.

Art. 6 — Le centre est habilité à effectuer toutes les opérations de crédit bancaire nécessitées par ses opérations journalières.

Art. 7 — Le centre peut effectuer, avec l'accord de son conseil d'administration et du Gouvernement, des emprunts pour assurer son fonctionnement et la bonne marche de ses travaux.

Art. 8 — Les ressources du centre sont les suivantes :

— le produit de ses travaux facturés tant auprès du secteur public que du secteur privé ;

— les fonds provenant, par suite de conventions passées d'accord parties, de toute organisation, personne physique ou morale, soit publique, soit privée ;

— les subventions, de toutes natures et de toutes provenances, qui lui seraient allouées ;

— les fonds qui lui reviendraient sur les propriétés acquises et les investissements réalisés ;

— tous les autres fonds qui peuvent lui revenir du fait de ses opérations et travaux.

Art. 9 — Le centre est autorisé à utiliser ses fonds pour :

— l'achat des produits, matériaux, matériels d'équipement et de fournitures diverses nécessaires à ses travaux et à son fonctionnement ;

— le paiement de tous les frais occasionnés par les obligations, pouvoirs et fonctions qui lui sont dévolus par le présent décret ;

— les frais administratifs et de fonctionnement du centre ;

— les paiements des salaires, charges sociales, indemnités et autres frais ;

— les paiements des services des agents ou organismes employés pour assister le centre dans ses fonctions ;

— les frais de tout emprunt engagé par le centre ;

— le financement de tout ou partie de projets de recherches, d'études et de réalisations permettant d'obtenir le meilleur développement dans le secteur de la construction et de l'habitat.

Art. 10 — Le centre peut, conformément aux dispositions du code du travail, et après approbation du ministre de tutelle :

— engager en fonction de ses besoins et pour les périodes qu'il jugera nécessaires, des employés et agents pour assurer l'accomplissement efficace de ses fonctions et opérations ;

— accorder les retraites, gratifications et primes à tout employé ou serviteur, et exiger que celui-ci fasse partie d'une caisse de retraite ou d'un système similaire.

Art. 11 — Le centre a l'obligation de tenir une comptabilité régulière et de faire ressortir séparément le résultat de ses opérations. La comptabilité du centre pour chaque année sera vérifiée par un commissaire aux comptes désigné par le ministère des finances. Ses honoraires sont à la charge du centre.

Art. 12 — L'année sociale du centre sera du premier janvier au dernier décembre. La première année débutera à la date à laquelle le présent décret prendra effet et se terminera au 31 décembre suivant.

Art. 13 — Le centre sera soumis aux règles de la comptabilité commerciale.

Art. 14 — Le compte prévisionnel, le bilan, le compte des profits et pertes et le statut du personnel, établis par le centre, devront être approuvés par décret.

Art. 15 — Le centre est exonéré de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ainsi que de la patente. Il reste soumis aux autres taxes sauf dispenses relatives aux équipements et aux fournitures d'importation obtenus à partir d'une aide extérieure.

CHAPITRE III

Administration du Centre

A — Le conseil d'administration

Art. 16 — Le conseil d'administration du centre est composé de :

— un représentant du ministère des travaux publics ;

— un représentant du plan ;

— un représentant du service de l'urbanisme et de l'habitat ;

— un représentant du ministère des finances ;

— et six représentants des départements, services et organismes divers publics, para-publics ou privés. Ces membres seront nommés par décret sur proposition du ministre des travaux publics. Leurs mandats seront de trois ans et pourront être renouvelables.

Le président sera élu au sein du conseil d'administration.

Les fonctions de membre du conseil sont gratuites.

Art. 17 — Le conseil d'administration a les attributions suivantes :

— décider le programme annuel d'activité ;

— approuver le compte prévisionnel du centre et le rapport annuel d'activité et donner quitus de la gestion ;

— contrôler la gestion du directeur général ;

— approuver, sur proposition du directeur général, les normes techniques et clauses diverses dégagées par le centre en rapport avec la construction et l'habitat, et veiller à ce que les dispositions tendant à les faire appliquer soient prises ;

— décider sur proposition du directeur général, les prêts, emprunts et hypothèques à contracter par le centre ;

— élaborer le règlement intérieur et le statut du personnel du centre pour le soumettre à l'approbation du Gouvernement.

Art. 18 — Si le président du conseil d'administration est absent du Togo temporairement ou est, pour n'importe quelle raison, empêché dans ses fonctions, le conseil d'administration peut, pour la période de l'empêchement, élire un président suppléant en son sein. Dans le cas de l'élection d'un suppléant, tous les pouvoirs et responsabilités du président en titre, dont il est investi par ce décret, seront automatiquement transférés au président suppléant.

Art. 19 — Quand un membre du conseil d'administration est empêché temporairement de remplir ses fonctions, soit pour raison d'absence, soit pour une autre cause, le président du conseil d'administration peut, sur proposition du ministère de tutelle, désigner un suppléant à qui seront confiés pendant la durée de l'empêchement du membre titulaire, tous les pouvoirs et responsabilités de ce dernier.

Art. 20 — S'il le juge utile le conseil d'administration peut faire appel à titre consultatif à toute personne compétente.

Art. 21 — Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents formant le quorum.

Art. 22 — Les 2/3 des membres du conseil d'administration constituent le quorum, lequel n'est plus requis lors des assemblées convoquées à nouveau du fait que les précédentes n'avaient pu permettre d'atteindre ledit quorum ; dans ce cas, les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents, la voix du président étant prépondérante.

Art. 23 — Le conseil d'administration se réunira au moins deux fois par an, sur convocation de son président, lancée 16 jours francs au moins à l'avance avec indication de l'ordre du jour. Ce délai peut être ramené à 8 jours en cas de seconde convocation lancée faute de n'avoir atteint précédemment le quorum.

Art. 24 — Le conseil d'administration peut désigner des commissions avec des directives appropriées pour étudier des questions particulières concernant les fonctions et les opérations du centre.

B — Le directeur général

Art. 25 — Le directeur général sera nommé par décret, sur proposition du ministre des travaux publics.

Art. 26 — Le directeur général est chargé de la direction et de l'administration du centre conformément aux décisions du conseil d'administration et à charge de lui en rendre compte. Il est notamment chargé :

— du recrutement et de la gestion du personnel du centre dans les limites du budget et dans le cadre du règlement intérieur, établi par le centre et approuvé par décret, sur proposition du conseil d'administration ;

— de veiller à la bonne diffusion des travaux du centre ;

— de veiller à la bonne application des travaux du centre et des décisions du conseil d'administration ;

— d'effectuer les recherches, études et tous travaux préalables pour présenter à l'approbation du conseil d'administration les propositions de décisions concernant l'application des résultats obtenus et reconnus diffusables à partir de la politique définie par le Gouvernement en matière de construction et d'habitat ;

— de signer tous les contrats au nom du centre ;

— de diriger la correspondance officielle du centre ;

— d'ouvrir les comptes en banque et postaux du centre ;

— d'effectuer tous paiements au nom du centre correspondants aux prévisions financières inscrites au budget et approuvées ;

— intenter et suivre toutes actions juridiques ou poursuites devant toutes juridictions, tant en demande qu'en défense ;

— en outre, il assiste de plein droit, sans voix délibérative, aux réunions du conseil d'administration. Il soumet au président les projets d'ordre du jour ;

— enfin, il tient à la disposition du commissaire aux comptes l'inventaire, le bilan et le compte de gestion 30 jours au plus tard avant la première réunion de chaque année budgétaire.

CHAPITRE IV

Dissolution

Art. 27 — La dissolution du centre ne pourra intervenir que par décret, lequel fixera les modalités de liquidation du centre.

Art. 28 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 29 décembre 1967

Général E. Eyadéma

Par le Président de la République :

Le ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications,

A. Mivédon

Le ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan,

P. Eklou

DECRET N° 67-259 du 29-12-67 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer au producteur et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte d'arachide 1967-68.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 67-129 du 9 juin 1967 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat des arachides (récolte 1966-67) ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat de l'arachide de la récolte 1967-68 est fixée au 2 janvier 1968.

Art. 2 — Les prix d'achat au producteur des graines d'arachide décortiquées de ladite récolte sont fixés comme suit :

ZONES D'ACHAT	MARCHES	PRIX D'ACHAT (KG)
I	Tous les marchés de la région des Savanes	25 francs
II	Tous les marchés de la région du Centre	26 francs
III	Tous les marchés de la région des Plateaux et de la région Maritime	27 francs

Art. 3 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 37.097 francs cfa la tonne.

Art. 4 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 29 décembre 1967

Général E. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DES ARACHIDES

Barème arachides 1967-68

	Zone I Région des Savanes	Zone II Région du Centre	Zone III Région des Plateaux et Région Maritime
<i>Prix d'achat au producteur</i> <i>Francs CFA la tonne</i>	25.000	26.000	27.000
1 Commission acheteur produit	800	800	800
2 Transport au centre de collecte	6.000	2.490	1.500
3 Manutention loyer magasin acheteur agréé	250	250	250
4 Transport C.F.T.	2.190	2.190	1.434
	34.240	31.730	3.984
<i>Valeur nu-basculé Lomé</i>			30.984
5 Sacherie 13 1/3 à 90			1.200
6 Usure et montée sacherie 10 % + 45			165
7 Entrée et sortie magasin			250
8 Loyer magasin Lomé			200
9 Financement 7 % sur 3 mois VLM			604
10 Frais généraux fixes			1.130
			3.549
<i>Valeur loco-magasin Lomé</i>			34.533
11 Déchets 1 % sur VLM moins sacherie			333
12 Commission acheteur agréé			1.200
13 Transit (Y.C. voie locale)			1.031
			2.564
<i>Valeur à facturer à l'OPAT</i>			37.097

NOTA. — Pour les arachides achetées dans la région des savanes et du centre l'OPAT remboursera à l'acheteur agréé la différence entre la valeur nu-basculé zone III et la valeur nu-basculé des deux autres zones sur présentation des tickets de transport délivrés par le service du conditionnement à Lomé.

DECRET N° 67-260 du 29-12-67 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte des palmistes 1968.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le prix d'achat au producteur des palmistes pour la période du 2 janvier au 31 décembre 1968 est fixé à 21 francs cfa le kilogramme en tous points de traite.

Art. 2 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 29.505 frs cfa la tonne.

Art. 3 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 29 décembre 1967

Gl. E. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DES PALMISTES

Barème palmistes 1968

Frs cfa la tonne

<i>Prix d'achat au producteur</i>	21.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	800
2 Transport au centre de collecte	1.000
3 Manutention et loyer magasin acheteur agréé	450
4 Transport (Y.C. voie locale)	615
	2.865

<i>Valeur nu-basculé Lomé</i>	23.865
5 Sacherie 12 1/2 à 90	1.125
6 Usure sacherie 10%	113
7 Entrée et sortie magasin Lomé	250
8 Loyer magasin Lomé	200
9 Financement 7% sur 3 mois VLM	468
10 Frais généraux fixes	750

2.906

<i>Valeur loco-magasin Lomé</i>	26.771
11 Déchets 3% sur VLM	803
12 Commission acheteur agréé	900
13 Transit (Y.C. voie locale)	1.031

2.734

Valeur à facturer à l'O.P.A.T. 29.505

DECRET N° 67-261 du 29-12-67 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour les graines de ricin de la récolte 1968.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le prix d'achat au producteur des graines de ricin pour la période du 2 janvier au 31 décembre 1968 est fixé à 17 francs cfa le kilogramme en tous points de traite.

Art. 2 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 25.376 frs cfa la tonne.

Art. 3 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 29 décembre 1967

Gl. E. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU RICIN

Barème ricin 1968

Frs cfa la tonne

<i>Prix d'achat au producteur base Anécho</i>	17.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	1.000
2 Transport au centre de collecte	800
3 Manutention et loyer magasin acheteur agréé	450
4 Transport (Y.C. voie locale)	550
	2.800

<i>Valeur nu-basculé Lomé</i>	19.800
5 Sacherie 16 2/3 à 90	1.500
6 Usure sacherie 10%	150
7 Entrée et sortie magasin Lomé	250
8 Loyer magasin Lomé	150
9 Financement 7% sur 3 mois VLM	403
10 Frais généraux fixes	800

3.253

<i>Valeur loco-magasin Lomé</i>	23.053
11 Déchets 3% sur VLM	692
12 Commission acheteur agréé	600
13 Transit (Y.C. voie locale)	1.031

2.323

Valeur à facturer à l'O.P.A.T. 25.376

DECRET N° 67-262 du 29-12-67 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte du coprah 1968.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le prix d'achat au producteur du coprah pour la période du 2 janvier au 31 décembre 1968 est fixé à 30 francs cfa le kilogramme en tous points de traite.

Art. 2 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 39.764 frs cfa la tonne.

Art. 3 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 29 décembre 1967

Gl. E. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU COPRAH

Barème coprah 1968

Frs cfa la tonne

<i>Prix d'achat au producteur base Anécho</i>	30.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	800
2 Transport au centre de collecte	500
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	400
4 Transport (Y.C. voie locale)	420
	2.120

<i>Valeur nu-basculé Lomé</i>	32.120
5 Sacherie 16 2/3 à 90	1.500
6 Usure sacherie 10%	150
7 Entrée et sortie magasin Lomé	300
8 Loyer magasin Lomé	250
9 Financement 7% 3 mois sur VLM	626
10 Frais généraux fixes	800

3.626

<i>Valeur loco-magasin Lomé</i>	35.746
11 Déchets 5% VLM	1.787
12 Commission acheteur agréé	1.200
13 Transit (Y.C. voie locale)	1.031

4.018

Valeur à facturer à l'O.P.A.T. 39.764

DECRET N° 68-5 du 11-1-68 portant approbation du plan directeur de zoning du Port de Lomé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du Port autonome de Lomé ;

Sur proposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications,

DECRETE :

Article premier — Pour la zone portuaire, objet du décret n° 63-160 du 24 décembre 1963, il est établi et approuvé un plan directeur de zoning à l'échelle de 1/5.000 dit plan Schüler.

Art. 2 — Toutes les constructions et toutes utilisations des lots de terrain dans la zone portuaire doivent être conformes au plan Schüler.

Toute dérogation à ce plan doit recevoir l'approbation du ministre des travaux publics après avis favorable du conseil d'administration du Port.

Art. 3 — Le plan Schüler sera intégré au plan directeur de la ville de Lomé.

Art. 4 — Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 11 janvier 1968

Général E. Eyadéma

Par le Président de la République :

Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications,

A. Mivédor

Nominations

Par décrets du Président de la République :

N° 68-1 du 3-1-68 — M. Gassou Anani Ernest, ingénieur de 1^{re} classe 1^{er} échelon, précédemment directeur adjoint des services agricoles, est nommé directeur du secteur palmier.

Le traitement de M. Gassou Anani Ernest demeure imputable sur le chapitre 20 — article 4 du budget général.

Le présent décret aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 68-2 du 3-1-68 — M. Abalo Were Paul, ingénieur de 2^e classe 2^e échelon d'agriculture, précédemment chef de l'inspection agricole de la région des Plateaux, est nommé directeur de la SORAD de la Kara, en remplacement de M. Agbekodo Adolphe appelé à d'autres fonctions.

Le traitement de M. Abalo Were Paul demeure imputable sur le chapitre 20 — article 4 du budget général.

Le présent décret aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 68-4 du 10-1-68 — Mme Van-Lare de Medeiros Louise, diplômée de l'Institut des Hautes Etudes d'Outre-Mer, est nommée juge de paix dans le ressort de la cour d'appel du Togo.

Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Imputation budgétaire

Par décret pris en conseil des ministres :

N° 68-3 du 8-1-68 — Le traitement du docteur de Medeiros Carlos, médecin-inspecteur de classe exceptionnelle, directeur général de la santé publique du Togo, sera imputé sur le chapitre 22, article 5 du budget général du 1^{er} août au 31 décembre 1967 et sur le chapitre 22, article 4 du même budget pour compter du 1^{er} janvier 1968.

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ARRETE N° 175-PR-MER du 30-12-67 portant dissolution des brigades des travailleurs.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté n° 12/PM-MTAS du 24 janvier 1961 portant création de la Brigade des Travailleurs du Togo ;

Sur proposition du ministre de l'économie rurale,

ARRETE :

Article premier — L'arrêté n° 12-PM-MTAS du 24 janvier 1961 concernant les brigades des travailleurs du Togo est abrogé.

Art. 2 — Les brigadiers reçoivent les affectations suivantes :

— Quarante (40) brigadiers seront intégrés dans le village de Togodo conformément aux conditions et règlements particuliers de ce village.

— Cinquante trois (53) brigadiers deviendront des agents temporaires en allant renforcer le dispositif d'encadrement de la jeunesse pionnière agricole suivant leur spécialité.

— Soixante onze (71) seront installés comme exploitants agricoles dans des zones appropriées.

Art. 3 — Les brigadiers exploitants agricoles recevront au cours de l'année 1968 un appui technique et matériel de la part de la jeunesse pionnière agricole à l'exclusion de toutes autres allocations.

Mais à partir de 1969, ces brigadiers devront subvenir à leurs besoins et seul l'appui technique de la jeunesse pionnière agricole continuera éventuellement à leur être assuré.

Art. 4 — Le présent arrêté, qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1967

Général E. Eyadéma

ARRETE N° 10-PR du 15-1-68 portant rattachement du Service de la Jeunesse et Sports au Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Sports et à la Culture.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 portant dissolution du comité de réconciliation nationale et formation du Gouvernement ;

Vu le décret n° 67-121 du 30 mai 1967 portant création du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Sports et à la Culture,

ARRETE :

Article premier — Le Service de la Jeunesse et des Sports initialement dépendant du ministère de l'éducation nationale est rattaché au Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Sports et à la Culture.

Art. 2 — Le budget de ce service — chapitre 26 — article 9 et chapitre 27 — article 9 est intégré au budget du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Sports et à la Culture (Présidence de la République) chapitre 6 — article 7 et chapitre 7 — article 7 à partir du 1^{er} janvier 1968.

Art. 3 — Le présent arrêté qui prend effet à partir la date de signature sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 janvier 1968

Général E. Eyadéma

Secours scolaires

N° 176-PR-MEN du 30-12-67 — Un secours scolaire de 50.000 CFA (cinquante mille francs) est accordé à M. Hodonou K. Emmanuel, étudiant togolais à la Faculté de Médecine de l'Université de Dakar, pour la préparation et la mise à jour de sa thèse de Doctorat en Médecine.

Le montant de ce secours sera mandaté par les soins du service des finances de la République togolaise au profit de l'intéressé à la Faculté de Médecine de l'Université de Dakar (République du Sénégal).

La dépense est imputable au budget général, exercice 1967, chapitre 43, article 2.

N° 178-PR-MEN du 30-12-67 — Un secours scolaire de mille francs français (1.000 FF), soit cinquante mille cfa (50.000 cfa), est accordé en France pour l'année scolaire 1967-1968 à chacun des étudiants togolais ci-après désignés :

Koudama Koffi Mathias, s/c de la Délégation académique de l'O.C.A.U. — Poitiers 10, rue St Cyprien 86 — Poitiers.

Lawson Octave Charlemagne : Lycée technique nationalisé, 33, rue des Huisselets, 25 — Montbéliard.

Le montant de ce secours, soit deux mille francs français (2.000 FF) ou cent mille cfa (100.000 cfa), sera mandaté par les soins du service des finances de la République togolaise au nom de l'agent comptable de l'Office de Coopération et d'Accueil Universitaire à Paris — C.C.P. Paris 90.61.41 pour les intéressés.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1967, chapitre 43, article 2.

Destitution du chef du canton de Warkambou

N° 174-PR-INT-APA du 30-12-67 — M. Dambre Kombougou, chef du canton de Warkambou (circonscription de Dapango), condamné pour vol, est destitué.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de la condamnation de l'intéressé.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Tableau d'avancement

N° 4-PR-MDN du 11-1-68 — L'adjudant-chef Agbogao Paul du 1^{er} bataillon d'infanterie togolaise, est inscrit au tableau d'avancement pour le grade de sous-lieutenant dans les forces armées togolaises au titre de l'année 1968.

MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pensions de retraite

N° 4-MFE-MF-CR du 8-1-68 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Houndjago Akouélé (née Akakpo) épouse de M. Houndjago Amoussou Ignace, facteur principal 3^e échelon du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 630 — pourcentage 62%) en retraite, décédé le 21 juin 1967, une pension de veuve au taux annuel de soixante dix neuf mille sept cent soixante quatre (79.764) francs pour compter du 1^{er} juillet 1967.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension d'orphelin fixée à quinze mille neuf cent cinquante deux (15.952) francs l'an à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Komi, né le 15 août 1953
Christine, née le 1^{er} juin 1955
Marie, née le 16 février 1956
Hospice, né le 3 mars 1958
Elisabeth, née le 7 décembre 1960
Missiagbéto, né le 10 février 1963
Léon, né le 21 octobre 1963.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur, seront versées entre les mains de M. Houndjago Medenou Alexandre, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

N° 5-MFE-MF-CR du 8-1-68 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe IV de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. de Souza Théodore, commis d'administration principal de 1^{re} classe en retraite, est porté de 15% à 20% de sa pension principale — deux cent quarante et un mille quarante (241.040) francs pour compter du 1^{er} décembre 1967 au titre de son enfant Bertille Confort, née le 5 novembre 1948.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à quarante huit mille deux cent huit (48.208) francs pour compter du 1^{er} décembre 1967.

N° 6-MFE-MF-CR du 8-1-68 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe IV de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Maté Louis Afogan, contremaître de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel des chemins de fer du Togo en retraite, est porté de 15% à 25% de sa pension principale — deux cent deux mille quatre cent cinquante deux (202.452) francs pour compter du 1^{er} décembre 1967 au titre de ses enfants :

Monique, née le 4 mai 1951
Joseph, né le 18 novembre 1951.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cinquante mille six cent seize (50.616) francs pour compter du 1^{er} décembre 1967.

N° 7-MFE-MF-CR du 8-1-68 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Kangbeni Tadjome, née Kombaté, épouse de M. Kangbeni Kantati, gendarme de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 1578 (indice 650 — pourcentage 43%) décédé le 15 juillet 1967 à Dapango, une pension de veuve au taux annuel de cinquante sept mille soixante seize (57.076) francs pour compter du 1^{er} août 1967.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin fixée à onze mille quatre cent seize (11.416) francs l'an pour compter du 1^{er} août 1967 à chacun des orphelins désignés ci-dessous :

Pougounimpo, née le 9 octobre 1949
Marie, née le 5 janvier 1959
Daminka, née le 27 mai 1959
Thotyn, né le 13 octobre 1960
Dina, née le 3 novembre 1961
Elisabeth, née le 7 juillet 1963
Elie, né le 5 janvier 1964
Lina, née le 23 septembre 1965
Kanlougoutibe, née le 12 octobre 1966
Tagueyène, née le 16 décembre 1966.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Kangbeni Yempapou Idrissou, chargé de leur tutelle.

N° 8-MFE-MF-CR du 8-1-68 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe IV de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Dadzie Nutékpo, ouvrier de 1^{re} classe des travaux publics du Togo en retraite, est porté de 20% à 25% de sa pension principale pour compter du 1^{er} décembre 1967 au titre de son 6^e enfant Akakpovi, né le 22 mars 1951.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à quarante trois mille cent quatre vingt huit (43.188) frs pour compter du 1^{er} décembre 1967.

N° 9-MFE-MF-CR du 8-1-68 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 33%) au montant annuel de quatre vingt mille huit cent soixante quatre (80.864) francs est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gaglo Comlan, gendarme

4^e échelon no mle 071 du corps du personnel de la gendarmerie nationale (indice 600) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} décembre 1967.

M. Gaglo Comlan pourra prétendre, pour compter du 1^{er} décembre 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Marie, née le 2 mars 1959
Joseph, né le 1^{er} mai 1961
Prosper, né le 12 juin 1961
Louis, né le 21 juin 1963
Cyrille, né le 18 mars 1964.

N° 10-MFE-MF-CR du 8-1-68 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Akpao Kassaro (née Kordji) épouse de M. Akpao Karka, gendarme de 2^e classe 10^e échelon no mle 1594 (indice 600) — pourcentage 45% décédé le 7 novembre 1965 à Kandé, une pension de veuve au taux annuel de cinquante cinq mille cent trente six (55.136) francs pour compter du 1^{er} décembre 1965.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin fixée à onze mille vingt huit (11.028) francs l'an pour compter du 1^{er} décembre 1965 à chacun des orphelins ci-dessous désignés :

Tarkpessou, né le 16 février 1951
Akossiwa, née le 8 juin 1952
Simteme, né le 16 février 1953
Yao, né le 25-février 1954
Komlan, né le 18 mai 1954
Alouaname, né le 8 février 1955
Kossi, né le 18 décembre 1955
Kodjo, né le 11 mars 1957
Adjoa, née le 3 novembre 1958
Akua, née le 9 décembre 1958
Koffi, né le 25 mars 1960
Ablavi, née le 11 mars 1961
Clotilde, née le 1^{er} juin 1961
Blaise, né le 5 février 1962
Atoukoussèou, née le 14 octobre 1962
Lema, né le 30 mars 1963.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi no 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Tchaco Ahouti, chargé de leur tutelle.

Caisse d'avance

N° 11-MFE-FA du 8-1-68 — L'arrêté no 41-MFAE-MF-FA du 5 mars 1962 est modifié comme suit :

Le montant de l'avance consentie au service des pêches est porté de 50.000 à 200.000 francs.

Autorisations de paiement

N° 6-D-MFE-F du 8-1-68 — Est autorisé le paiement en faveur de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (O.A.C.I.), à son compte no 458-518-8 ouvert à la Banque Royale du Canada, 1040 rue Ste Cathérine Ouest à Montréal Canada, de la somme de un million sept cent soixante dix mille cinq cent quarante et un (1.770.541) francs cfa, au titre de la contribution du Togo au budget de cet organisme pour l'année 1967.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur en couverture du règlement effectué par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1967, chapitre 39, article 3.

N° 7-D-MFE-F du 8-1-68 — Est autorisé le paiement de la somme de trente cinq mille (35.000) francs cfa à l'ordre de l'ambassade du Togo à Lagos, à son compte no 35.000.076/BIAO Apapa-Lagos, pour être remise aux autorités compétentes nigériennes à titre de secours aux victimes des incidents de 1966 survenus au Nigéria.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur pour régulariser le paiement effectué par anticipation en faveur desdites victimes.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1967, chapitre 43, article 5.

N° 8-D-MFE-F du 8-1-68 — Est autorisé le virement au compte bancaire Minisanté-UNICEF no 30.131 U.T.B. à Lomé, de la somme de deux millions deux cent trente cinq mille quatre cents (2.235.400) francs cfa représentant le solde du compte Minisanté-UNICEF no 113-36 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur.

Le directeur des finances et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

N° 10-D-MFE-F du 8-1-68 — Est autorisé le paiement par virement à l'ordre du secrétaire général de l'Organisation Météorologique Mondiale à Genève, à son compte no 8783 ouvert chez Lloyds Bank Europe Limited — Genève (Suisse), de la somme de trois mille sept cent soixante treize (3.773) dollars US, soit neuf cent vingt quatre mille trois cent quatre vingt cinq (924.385) francs cfa, au titre de la contribution du Togo aux dépenses de cet organisme pour l'année 1967.

Cette somme sera mandatée par les soins du service des finances au nom du trésorier-payeur en couverture du règlement effectué par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1967, chapitre 39, article 3.

N° 11-D-MFE-F du 8-1-68 — Est autorisé le paiement par virement en faveur de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.) à son compte général no 1

ouvert chez la Irving Trust Company, 1 Wall Street, New York 10.015, N.Y. de la somme de 27.054 dollars US, soit six millions six cent vingt huit mille deux cent trente (6.628.230) francs cfa, au titre de la contribution du Togo aux dépenses de cet organisme pour l'année 1967.

Cette somme sera mandatée par les soins du service des finances au nom du trésorier-payeur pour régulariser le paiement effectué par anticipation en faveur dudit organisme.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 39, article 3, exercice 1967.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 8-1-68 à l'arrêté n° 317-MFE-MF-CR du 18 novembre 1967 portant concession d'une pension militaire.

Au lieu de :

Une pension militaire d'ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de deux cent cinquante quatre mille quatre cent quarante quatre (254.444) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kedessime Abalo, adjudant-chef n° mle 006 du corps du personnel de la gendarmerie nationale (indice 1.200) admis à la retraite.

Lire :

Une pension militaire d'ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de deux cent cinquante quatre mille huit cent quarante quatre (254.844) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kedessime Abalo, adjudant-chef n° mle 006 du corps du personnel de la gendarmerie nationale (indice 1.200) admis à la retraite.

Le reste sans changement.

Nomination

N° 22-D-MFE du 9-1-68 — M. Issifou Amidou, agent permanent de 5^e catégorie échelle A, est nommé régisseur de menues recettes du service des pêches, en remplacement de M. Agbovor Mathias, ingénieur adjoint d'élevage, affecté à d'autre fonction.

L'intéressé aura droit aux indemnités prévues en la matière par les textes en vigueur.

Rôles

N° 12-MFE/CD du 8-1-68. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1967 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

Commune de Tsévié

189	Taxe civique	967.288	
	C/A s/T.C.	90.728	
			1.064.016
190	Taxe civique	209.760	
	C/A s/T.C.	20.976	
			230.736
	à reporter		1.294.752

report 1.294.752

Commune de Palimé

191	Taxe civique	441.000	
	C/A s/T.C.	33.075	
			474.075
192	Taxe civique	765.000	
	C/A s/T.C.	57.375	
			822.375
			2.591.202

BUDGET DE CIRCONSCRIPTION

Circonscription de Klouto

193	Taxe civique	14.956.200	
-----	--------------	------------	--

Circonscription d'Akposso

194	Taxe civique	2.117.700	
195	Taxe civique	2.407.500	
196	Taxe civique	3.812.400	
197	Taxe civique	3.744.900	
198	Taxe civique	3.115.800	
199	Taxe civique	4.860.000	
			35.014.500

Total 37.605.702

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de trente sept millions six cent cinq mille sept cent deux francs est fixée au 15 janvier 1968.

N° 13-MFE/CD du 8-1-68. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1967 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

Commune de Lomé

206	T. V. L	369.850	
	T. V.	442.584	
			812.434
207	T. V. L	210.575	
	T. V.	315.959	
			526.534
208	T. V. L	101.172	
	T. V.	366.736	
			467.908
209	T. V. L	1.284.663	
	T. V. V.	1.872	
	T. V.	889.172	
			2.175.707
210	T. V. L	3.864.341	
	T. V. V.	5.860	
	T. V.	1.916.377	
			5.786.578
211	T. V. L	1.104.911	
	T. V. V.	14.612	
	T. V.	947.024	
			2.066.547
212	T. V. L	363.084	
	T. V. V.	17.700	
	T. V.	191.443	
			572.227
			12.407.935
	Total		12.407.935

La date de mise en recouvrement des rôles exercice 1967 s'élevant à la somme de douze millions quatre cent sept mille neuf cent trente cinq francs est fixée au 15 janvier 1968.

N° 14-MFE/CD du 8-1-68. — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1967 ci-après :

BUDGET GENERAL

228 Tsévié — Taxe progressive ..	8.655	
Anécho — Taxe progressive	30.740	
Tabligbo — Taxe progressive	6.990	
		46.385
229 Palimé — Taxe progressive	15.315	
Nuatja — Taxe progressive..	1.780	
Atakpamé — Taxe progressive	75.300	
Akposso — Taxe progressive	2.580	
		94.975
230 Sokodé — Taxe progressive	105.054	
Bafilo — Taxe progressive..	3.170	
Bassari — Taxe progressive	6.255	
Kandé — Taxe progressive ..	540	
Mango — Taxe progressive	20.830	
Dapango — Taxe progressive	24.755	
Lama-Kara — Taxe progressive	9.410	
		170.014
		311.374
Total		311.374

N° 15-MFE/CD du 8-1-68. — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1967 ci-après :

BUDGET GENERAL

Commune de Lomé

231 Taxe progressive	11.951.334	
Vers. forfait.	3.092.346	
		15.043.680
232 B. I. C.	376.250	
I. G. R.	117.840	
		494.090
233 Patentes	425	
Licences	500	
		925
		15.538.695

BUDGET COMMUNAL

Commune de Lomé

231 Taxe civique	1.096.963	
232 Taxe civique	8.800	
234 Patentes	490.780	
C/A s/patentes	30.645	
Licences	500	
C/A s/licences	100	
		522.025
		1.627.788
Total		17.166.483

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Affectation-Nomination

N° 52-D-MAE du 31-12-67 — M. Victor Lassey, attaché à l'ambassade de la République togolaise à Lagos, est affecté à l'ambassade du Togo à Accra (Ghana) en qualité d'attaché d'ambassade.

Le traitement de l'intéressé est imputable au budget général — chapitre 12 — article 9.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1968.

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

Représentants de l'Etat en justice

N° 2-MJ du 11-1-68 — M. Assogbavi Kokou Michel, ingénieur des travaux publics est désigné pour représenter l'Etat devant le tribunal correctionnel de Sokodé dans l'affaire ministère public contre Boissih Sonto, inculpé de blessures involontaires.

N° 3-MJ du 11-1-68 — M. Djondjo Gervais, chef de circonscription de Lomé est désigné pour représenter l'Etat devant le tribunal correctionnel de Lomé dans l'affaire ministère public contre Togbé Kloutse, inculpé de blessures involontaires.

N° 4-MJ du 11-1-68 — M. Assogbavi Kokou Michel, ingénieur des travaux publics est désigné pour représenter l'Etat devant le tribunal correctionnel de Sokodé dans l'affaire ministère public contre Tomti Samari Célestin, inculpé de blessures involontaires.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Annulations et ouvertures de crédits

N° 1-INT du 9-1-68 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Dapango, exercice 1967 :

Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel)

Article 3 — Indtés, gratif.
et remboursement de frais 300.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Dapango, exercice 1967 :

Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel)

Article 4 — Indtés aux régisseurs et
collecteurs contrôleurs de recettes 300.000

N° 4-INT du 11-1-68 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1967 :

Chapitre II — Service d'adm. municipale (personnel)

Article 2 — Salaire du personnel non titulaire	50.000
Article 3 — Indtés, grat. et remb. de frais	50.000
<i>Chapitre III — Service d'adm. municipale (matériel)</i>	
Article 4 — Moyens de transport	25.000
	<u>125.000</u>

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1967 :

<i>Chapitre II — Service d'adm. municipale (personnel)</i>	
Article 4 — Indtés aux régisseurs et collecteurs contrôleurs de recettes municipales	35.000
<i>Chapitre III — Service d'adm. municipale (matériel)</i>	
Article 2 — Frais de bureau	6.000
<i>Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)</i>	
Article 6 — Entretien et fonctionnement des véhicules municipaux	70.000
<i>Chapitre VI — Charges des exploitations à caractère industriel ou commercial</i>	
Article 1 — Electricité (personnel)	14.000
	<u>125.000</u>

N° 5-INT du 11-1-68 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Kandé, exercice 1967 :

<i>Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel)</i>	
Art. 3 — Indtés, gratifications et remboursement de frais	200.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Kandé, exercice 1967 :

<i>Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien</i>	
Article 1 — Entretien des routes et ponts, etc.	200.000

Promotion

N° 2-INT-CGC du 11-1-68 — Les personnels du corps des gardiens de circonscription dont les noms suivent, sont nommés aux grades ci-après et pour compter du 1^{er} janvier 1968.

Pour le grade d'adjudant-chef

L'adjudant :

Bagana Salitou, mle 008 échelon 3 — indice 1.200

Pour le grade d'adjudant

Les M.D.L. chefs :

Abalotou Koubama, mle 002 échelon 3 — indice 1050

Kaga Jean-Baptiste, mle 006 échelon 3 — indice 1050

Sakar Dantako, mle 012 échelon 3 — indice 1050

Pour le grade de m.d.l.-chef

Le M.D.L. :

Bagalalebe Douiti, mle 017 échelon 3 — indice 800

Pour le grade de maréchal-des-logis

Le gardien de 1^{re} cl. :

Laré Djindjayégon, mle 052 échelon 4 — indice 600

Pour le grade de gardien de 1^{re} classe

Les g. de 2^e classe :

Sougouma Koulougé, mle 021 éch. 6 — indice 500

Lugudor Damasius, mle 046 éch. 6 — indice 500

N'Dafidina Moulouko, mle 048 éch. 6 — indice 500

Solani Alphonse, mle 049 éch. 6 — indice 500

Koriko Komlan, mle 045 éch. 6 — indice 500

Lamboni Soka, mle 047 éch. 6 — indice 500

Djibirissakou Narou, mle 057 éch. 5 — indice 450

Seam Kpakpaou, mle 065 éch. 5 — indice 450

Sourna Bawa, mle 107 éch. 5 — indice 450

Bamela Ezzo, mle 081 éch. 5 — indice 450

Aziaka K. Alphonse, mle 080 éch. 5 — indice 450

Atebena Sangui, mle 074 éch. 5 — indice 450

Occansey Daniel, mle 103 échelon 5 — indice 450

Longa Ignace, mle 097 éch. 5 — indice 450

Apere Paul, mle 068 éch. 5 — indice 450

Agourou Laré, mle 070 éch. 5 — indice 450

Komortokm Djato, mle 093 éch. 5 — indice 450

Siourou Polo, mle 105 éch. 5 — indice 450

Akogognan Edoh, mle 078 éch. 5 — indice 450

Ali Bernard, mle 079 éch. 5 — indice 450

Nanda Laré, mle 128 éch. 4 — indice 420

Lawson Sessi Dossé, mle 136 éch. 4 — indice 420

Allahare Kokou, mle 141 éch. 4 — indice 420

Amegnaglo Komlanvi, mle 155 éch. 3 — indice 395

Houunkpati Edoh Pierre, mle 164 éch. 3 — indice 395

Moussa Derman, mle 170 éch. 3 — indice 395

Makre Ali Paul, mle 169 éch. 3 — indice 395

Amakou Gnamé, mle 159 éch. 3 — indice 395

Dansou Agbodo, mle 186 éch. 3 — indice 395

Mayembo Tachem, mle 193 éch. 3 — indice 395

Nato Atérou, mle 195 éch. 3 — indice 395

Tchente Nabine, mle 201 éch. 3 — indice 395

Meze Yacoubou, mle 194 éch. 3 — indice 395

Yabi Falodjou, mle 209 éch. 3 — indice 395

Yabouri Djagouti, mle 236 éch. 2 — indice 360

Koudjton Koffi Seth, mle 223 éch. 2 — indice 360

Tandji Tchoro, mle 235 éch. 2 — indice 360
 Issifou Adalé, mle 222 éch. 2 — indice 360
 Tchanile Moumouni, mle 254 éch. 2 — indice 360
 Chango Kégbégnan, mle 244 éch. 2 — indice 360.

Le traitement des intéressés reste imputable au chapitre 14, article 5, paragraphe 3 du budget général.

Secrétaire de chef de canton

N° 4-D-INT-APA du 11-1-68 — M. Kedzi Grégoire, secrétaire du chef de canton de Kpimé, est licencié de ses fonctions pour mauvaise manière de servir.

M. Adabra K. Raphaël est nommé secrétaire du chef de canton de Kpimé (circonscription de Klouto) en remplacement de M. Kedzi Grégoire.

L'intéressé aura droit à une indemnité annuelle de 24.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1968.

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

ARRETE N° 1-MTP-PAL du 10-1-68 divisant en zones les terrains du Port franc de Lomé.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du Port autonome de Lomé ;

Vu les décrets n° 67-83 du 23 mars 1967 et n° 67-213 du 11 octobre 1967 portant création de la direction provisoire du Port de Lomé ;

Vu le décret n° 67-244 du 7 décembre 1967 réglementant provisoirement l'exploitation du Port de Lomé ;

Sur proposition du comité de la direction provisoire du Port,

ARRETE :

Article premier — Les terrains du Port franc de Lomé sont classés comme suit :

Première zone : Tous les terrains du Port franc situés au sud d'une droite parallèle à la limite nord du Port franc et distante de 100 mètres de cette limite.

Deuxième zone : Tous les terrains situés dans le Port franc et non compris dans la première zone.

Art. 2 — Le présent arrêté qui prend effet à compter du 1^{er} janvier 1968, sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 10 janvier 1968

A. Mivédor

Nominations

N° 12-D-MTP-CFT du 5-1-68 — M. Akue Goeh Gabriel, adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon, affecté au réseau des CFT par décision n° 290-MTP-TP. du 26 septembre 1967, est nommé chef du bureau de la comptabilité-finance, en remplacement numérique de M. Descous Pierre, secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon, admis à la retraite.

L'intéressé aura droit, en cette qualité, au bénéfice de la prime de gestion dans les conditions définies par les textes en vigueur.

Cette prime sera payée par le budget annexe des CFT à compter du 1^{er} décembre 1967, date de prise effective de fonction par M. Goeh.

Les émoluments de M. Akue Goeh Gabriel seront imputables sur le chapitre 1 — article 1 — paragraphe 1 du budget annexe des CFT pour compter du 1^{er} janvier 1968.

N° 25-D-MTP-CFT du 9-1-68 — M. Mies Josef, ingénieur de l'assistance technique allemande, est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles, chef du service matériel et traction p.i., en remplacement de M. Lietz Georg, chef du service parti en congé administratif.

La présente décision a effet pour compter du 1^{er} décembre 1967.

N° 30-D-MTP-TP du 11-1-68 — M. Assogbavi Michel, ingénieur des TP de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A1), chef de la subdivision des TP de Sokodé, est nommé chef par intérim de la subdivision des travaux publics de Lama-Kara.

M. Assogbavi Michel est chargé :

1°) — de constater :

- a) — les infractions à la police et à la conservation du domaine public ;
- b) — les infractions à la réglementation des carrières et des conditions d'exploitation ;
- c) — les infractions en matière de production industrielle ;
- d) — les infractions à la réglementation routière sur la protection et l'usage des voies publiques et les transports automobiles au Togo ;

2°) — d'inspecter les établissements classés comme dangereux, insalubres et incommodes ;

3°) — de faire passer l'examen en vue de la délivrance de certificat de capacité pour la conduite des véhicules automobiles aux postulants résidant dans la circonscription du nord et assurer la réception des véhicules automobiles.

M. Assogbavi est chargé de constater :

- a) — les infractions à la police et à la conservation du domaine public ;
- b) — les infractions à la réglementation routière sur la protection et l'usage des voies publiques et les transports automobiles au Togo.

Le traitement de l'intéressé reste imputable sur le chapitre 18, article 6 du budget général.

La présente décision prend effet pour compter de la date de passation de service.

MINISTRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Examens professionnels

N° 5-MFP du 5-1-68 — Un examen professionnel pour le recrutement de neuf (9) agents spécialisés statisticiens (spécialité perforeur) sera ouvert à Lomé le 11 mars 1968 aux agents non fonctionnaires du service de la statistique générale justifiant de cinq années de services effectifs.

Cet examen comportera :

— Des épreuves écrites d'admissibilité :

- 1) — une épreuve d'orthographe avec analyse grammaticale (coef. 5) ;
- 2) — une composition française (coef. 10) ;
- 3) — une épreuve de mathématiques (coef. 15).

— Des épreuves d'admission :

- 4) — transcription d'un tableau sur une machine (coef. 5) ;
- 5) — lecture d'un tableau (coef. 5).

Les épreuves sont notées de 0 à 20.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 (coef. 1) sera attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être admis dans le cadre des agents spécialisés statisticiens s'il n'a obtenu au moins une moyenne générale de 10/20.

Les dossiers de candidature qui seront adressés par voie hiérarchique au ministre de la fonction publique avant le 17 février 1968, doivent comprendre les pièces ci-après :

- un acte de candidature manuscrit ;
- un certificat de naissance ou tout acte en tenant lieu ;
- un extrait du casier judiciaire ;
- une attestation d'ancienneté signée par le chef de service ;
- copies conformes des diplômes obtenus.

N° 6-MFP du 5-1-68 — Un examen professionnel pour le recrutement de neuf (9) agents spécialisés statisticiens (spécialité enquêteur) sera ouvert le 11 mars 1968 à Lomé aux agents non fonctionnaires du service

de la statistique générale justifiant de 5 années de services effectifs.

Cet examen comportera :

— Des épreuves écrites d'admissibilité :

- 1) une épreuve d'orthographe avec analyse grammaticale (coef. 5) ;
- 2) une composition française (coef. 10) ;
- 3) une épreuve de mathématiques (coef. 15) ;

— Des épreuves d'admission :

- 4) une épreuve pratique statistique (coef. 5) ;
- 5) lecture d'un tableau (coef. 5).

Les épreuves sont notées de 0 à 20.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 (coef. 1) sera attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être admis dans le cadre des agents spécialisés s'il n'a obtenu une moyenne générale de 10/20 au moins.

Les dossiers de candidature qui seront adressés par voie hiérarchique au ministre de la fonction publique avant le 17 février 1968, doivent comprendre les pièces ci-après :

- une demande manuscrite ;
- un certificat de naissance ou tout acte en tenant lieu ;
- un extrait du casier judiciaire ;
- une attestation d'ancienneté signée par le chef de service ;
- copies conformes des diplômes obtenus.

Intégrations

N° 455-MFP du 29-12-67 — Mme Gaba, née Ihou Ekoua Agnès, titulaire de la licence es-lettres de la faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Rennes (France), est admise dans le corps du personnel de l'enseignement en qualité de professeur certifié de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1) — indice 1.300 et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 10 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

N° 456-MFP du 29-12-67 — M. Atidepe Kwame Simon, titulaire du « cambridge school certificate » et du diplôme d'ingénieur-géochimiste de la faculté de géologie de l'université d'Etat de Moscou, est admis dans le corps du personnel des mines et de la géologie au grade d'ingénieur-géologue de 3^e cl. 1^{er} éch. stagiaire (catégorie A1) — indice 1.300 et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (budget d'investissement — chapitre 8 — article 1 — paragraphe 2 — rubrique b).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 457-MFP du 29-12-67 — Les candidats ci-dessous désignés sont admis dans le corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'ingénieurs des travaux publics de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (cat. A.I) — indice 1300 et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (chapitre 18 — article 6 du budget général).

Kodjo Toglo	« West African School Leaving » diplôme d'ingénieur civil des ponts et chaussées de l'école polytechnique d'Etat de Brno en Tchécoslovaquie
Wogormebu K Christian	« West African examinations council school certificate » diplôme d'ingénieur civil des ponts et chaussées de l'école polytechnique d'Etat de Brno en Tchécoslovaquie.
Ekoué H Raphaël	Bac. de l'enseignement secondaire en Tchécoslovaquie — diplôme d'ingénieur architecte à la haute école polytechnique d'Etat de Brno en Tchécoslovaquie.
Akué Jonathan	« Ghana technical institute diploma » diplôme de bachelor of science specialist mechanical engineering de l'institut des hautes études de de Treskegee en Alabama.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 458-MFP du 29-12-67 — M. Zekpa Prosper, titulaire de deux C.A.P. (option banque, option aide-comptable) et du brevet d'enseignement commercial 1^{re} et 2^e parties, est admis dans le corps du personnel du trésor en qualité de contrôleur de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie B) — indice 850 et reste mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de signature.

N° 7-MFP du 9-1-68 — Les préposés des postes et télécommunications ci-après désignés, admis au concours professionnel d'accès au cadre des agents d'exploitation, sont intégrés comme suit dans la hiérarchie supérieure du corps du personnel des postes et télécommunications.

Agent d'exploitation 2^e cl. 4^e éch. (indice 700)

Ayassou David, préposé principal de C.E.

Agents d'exploitation 2^e cl. 3^e éch. (indice 650)

Kuwonou Eben-Ezer, préposé principal 3^e éch.

Tomégah Mitronounya Romanus, préposé principal 3^e éch.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} décembre 1967.

N° 8-MFP du 9-1-68 — M. Edjossan Henri, contrôleur des I.E.M. de 1^{re} classe 1^{er} échelon, admis au concours professionnel d'accès au cadre des ingénieurs des postes et télécommunications, est nommé ingénieur des travaux 2^e échelon (catégorie A2) — indice 1200.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} décembre 1967.

N° 10-MFP du 9-1-68 — MM. Aouissi M. Pierre et Afantonou Nestor, titulaires du diplôme d'études agricoles tropicales du collège technique d'agriculture de Bingerville (Côte-d'Ivoire), sont admis dans le corps du personnel de l'agriculture comme ingénieurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B) — indice 750 et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20 — article 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1968.

N° 11-MFP du 9-1-68 — M. Tadjou Kodjo Aubert, élève-maître de l'école normale d'Atakpamé, titulaire du C.F.E.N., est admis dans le corps du personnel de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C) — indice 550 et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} octobre 1967.

N° 12-MFP du 9-1-68 — M. Tecjar Danklou Benjamin, agent des I.E.M. de 2^e classe 3^e échelon, admis au concours professionnel d'accès au cadre des contrôleurs des I.E.M., est intégré dans la hiérarchie supérieure du corps du personnel des postes et télécommunications au grade de contrôleur des I.E.M. de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B) — indice 750.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} décembre 1967.

N° 13-MFP du 9-1-68 — Les agents d'exploitation ci-dessous désignés, admis au concours professionnel d'accès au cadre des contrôleurs des postes et télécommunications, sont nommés contrôleurs de 2^e classe 2^e échelon (catégorie B) — indice 850 :

Locoh Thomas, agent d'exploitation de 1^{re} classe 2^e échelon

Soarès Léon, agent d'exploitation de 1^{re} classe 2^e échelon

Daboni Ambroise, agent d'exploitation de 1^{re} classe 2^e échelon.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} décembre 1967.

Titularisations

N° 1-MFP du 2-1-68 — M. Kpanzou Philippe, agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel de la statistique générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} août 1967 — A.C. 1a.

N° 14-MFP du 9-1-68 — M. Amedodji Paul, inspecteur 2^e échelon stagiaire (catégorie A1) des postes et télécommunications, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 28 décembre 1966 — A.C. 1a.

M. Amedodji, qui réunit une ancienneté totale de deux ans au 28 décembre 1967, est élevé au 3^e échelon du grade d'inspecteur à compter de la même date — A. C. néant.

N° 15-MFP du 9-1-68 — M. Aithnard Do André, ingénieur 2^e échelon stagiaire (catégorie A1) des postes et télécommunications, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 22 août 1967 — A.C. 1a.

Nominations

N° 4-MFP du 4-1-68 — M. Ajavon Phéstèce, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon, est nommé conseiller technique du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1968.

N° 9-MFP du 9-1-68 — M. Ahlin Crespín, agent technique de 2^e classe 3^e échelon (indice 650) du corps des fonctionnaires de la statistique, titulaire du diplôme d'adjoint technique du centre international de formation statistique de Yaoundé (Cameroun), est nommé aide-statisticien de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B) — indice 750 pour compter du 1-1-68 — A.C. 5 m. 19 jours.

L'intéressé reste mis à la disposition du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de signature.

Affectations

N° 1584-D-MFP du 29-12-67 — M. Kpanzou Philippe, agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel de la statistique générale, en service au ministère de l'information, de la presse et de la radiodiffusion, est mis à la disposition du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1968.

N° 1585-D-MFP du 29-12-67 — M. Manfah Wallace, adjoint technique d'agriculture de 2^e classe 4^e échelon, est remis à la disposition du ministre de l'économie rurale.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 6-D-MFP du 2-1-68 — M. Atohoun Honoré, inspecteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) du corps du personnel du trésor est mis à la disposition du ministre de la santé publique pour servir à l'Office National Togolais de la Pharmacie.

Le traitement de M. Atohoun sera supporté par le budget employeur.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 22-D-MFP du 9-1-68 — Les secrétaires d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires ci-dessous désignés, sont mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie :

Addra Kouassivi Constant
Amavi Ayi Prosper
Gnamey Elisabeth
Tamandja Djabaré Rigobert
Liman Tchaou Clément
Amegee Koffi Alexandre.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1968.

N° 23-D-MFP du 9-1-68 — M. Maillach Justin, inspecteur du trésor de l'assistance technique française, nouvellement arrivé à Lomé le 8 décembre 1967, est mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie pour compter de la même date (budget général — chapitre 8 — article 14 — exercice 1967).

Engagements

N° 1587-D-MFP du 29-12-67 — M. Dakpo K. Nathaniel, titulaire du C.E.P.E., est engagé en qualité d'agent permanent de 2^e catégorie échelle A, et mis à la disposition du ministre de la santé publique pour servir à TOGOPHARMA.

Le salaire de l'intéressé est imputable au budget autonome de Togopharma.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 1588-D-MFP du 29-12-67 — Les candidats ci-après désignés sont engagés comme suit et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale :

*Surveillant de cultures**2^e catégorie échelle A*

M. Gnassounou Eugène

Employé de bureau

M. Loko Max-André.

Le salaire des intéressés sera imputable au budget général — chapitre 20 — article 9.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 19-D-MFP du 8-1-68 — M. Tchamdja Etienne est engagé en qualité d'agent permanent de 3^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie.

Le salaire de l'intéressé sera imputable au budget général — chapitre 8 — article 2.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1968.

N° 41-D-MFP du 9-1-68 — Mme Idrissou Zarétou, née Abdoulaye est engagée en qualité de dactylographe permanente de 2^e catégorie échelle A pour servir à la direction du service des pêches, en remplacement de M. Telou Richard appelé à d'autres fonctions.

Le traitement de l'intéressée sera imputable sur le budget général — chapitre 20 — article 8 (Service des pêches).

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

N° 42-D-MFP du 9-1-68 — M. Sagbo Gabriel est engagé en qualité d'agent permanent de 3^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (budget général — chapitre 20 — article 9).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 43-D-MFP du 9-1-68 — M. Barcola Tchaa François est engagé en qualité d'agent permanent de 3^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de la santé publique pour servir à TOGOPHARMA, en remplacement numérique de M. Dovonou Cosme, licencié.

Le salaire de l'intéressé est imputable au budget autonome de TOGOPHARMA.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 44-D-MFP du 10-1-68 — M. Klouvi Ekoué Edouard, titulaire du B.E.P.C., est engagé en qualité d'agent permanent de 5^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie.

Le salaire de l'intéressé sera imputable au budget général — chapitre 8 — article 6 — exercice 1968.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1968.

Réengagement

N° 1586-D-MFP du 29-12-67 — M. Najar Laré Nestor, titulaire du B.E.P.C., précédemment engagé en qualité d'agent permanent de 2^e catégorie échelle A, est réengagé à la 5^e catégorie échelle A et reste mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (budget général — chapitre 8 — article 8).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

Changement de fonction

N° 3-D-MFP du 2-1-68 — Est annulée la note de service n° 38-NS-PR du 2 décembre 1967 portant changement d'emploi de M. Pindra Taohidi.

M. Pindra Taohidi, dactylographe permanent de 3^e catégorie échelle A, en service au cabinet du Président de la République, est classé dans la catégorie des employés de bureau.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

Reprise de fonction

N° 1590-D-MFP du 29-12-67 — Est constatée, pour compter du 13 décembre 1967, la reprise de fonctions après un congé de maladie de M. Ekuwoho Stéphan, agent permanent de 6^e catégorie échelle A, en service à la main-d'œuvre.

Admission

N° 1589-D-MFP du 29-12-67 — Sont déclarées définitivement admises à l'examen de sortie du centre national de formation sociale, session du 18 décembre 1967, les candidates dont les noms suivent :

1^{re} Sodatonou Nicole

2^e Boccovi Rosine

Radiation

N° 3-MFP du 3-1-68 — M. Mazna Pierre, instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon, admis dans le corps du personnel de l'administration générale, est rayé du corps des fonctionnaires de l'enseignement.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1968.

Incarcérations

N° 1591-D-MFP du 29-12-67 — Est constatée pour compter du 15 décembre 1967, l'incarcération de M. Dagadou Pierre dit Mazzetto, agent permanent de 5^e catégorie échelle C, en service au bureau des postes à Palimé.

Durant l'incarcération, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

N° 2-MFP du 2-1-68 — Est constatée pour compter du 15 décembre 1967, l'incarcération de M. Ekue Léonard, préposé principal 3^e échelon des postes et télécommunications.

Durant l'incarcération, M. Ekue n'aura droit à aucun traitement.

Additif — Rectificatifs

ADDITIF du 9-1-68 à la décision n° 334-MFP du 18 avril 1967 portant passage automatique d'échelon.

CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS
(catégorie C)

Au 3^e éch. du grade d'adjoint administratif de 1^{re} classe

Après :

1-1-67 — Gbikpi Benoît, adjoint administratif de 1^{re} classe 2^e échelon — A.C. néant

Ajouter :

1-1-67 — Adjalo Benoît, adjoint administratif de 1^{re} classe 2^e échelon — A.C. 1a.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 29-12-67 à la décision n° 753-MFP du 19 juillet 1967 portant engagement de M. Kpessou, Kota Daniel.

Au lieu de :

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

Lire :

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} mars 1967.

RECTIFICATIF du 9-1-68 à la décision n° 1500-MFP du 7 décembre 1967 portant engagement de M. Hadeou, Antoine.

Au lieu de :

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

Lire :

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service.

RECTIFICATIF du 2-1-68 à l'arrêté n° 363-MFP du 11 octobre 1967 portant nomination.

Les candidats dont les noms suivent, admis au concours organisé le 28 août 1967 par le ministre de l'éducation nationale, sont admis dans le corps du personnel de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C) — indice 550.

Budget général — chapitre 26 — article 7

Au lieu de :

Gnande Alassane François, B.E.P.C.

Lire :

Gbande François, B.E.P.C.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 29-12-67 à l'arrêté n° 192-MFP du 31 mai 1967 portant admission à la retraite.

Au lieu de :

En application des dispositions de l'ordonnance n° 21 du 22 mai 1967, les fonctionnaires du corps du personnel de la police dont les noms suivent, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter des dates ci-après :

1^{er} septembre 1967

M. Zinwota Michel, gardien de la paix de 1^{re} classe 1^{er} échelon

Lire :

En application des dispositions de l'ordonnance n° 21 du 22 mai 1967, les fonctionnaires du corps du personnel de la police dont les noms suivent, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter des dates ci-après :

1^{er} septembre 1967

M. Zinwota Michel, gardien de la paix de 1^{re} classe 2^e échelon.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 2-1-68 à l'arrêté n° 386-MFP du 24 octobre 1967 portant admission à la retraite.

Au lieu de :

En application des dispositions de l'ordonnance n° 21 du 22 mai 1967, les fonctionnaires du corps de la police dont les noms suivent, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1968 :

M. Kpodar André, brigadier-chef 1^{er} échelon

MM. Hossou Kouassi Louis, gardien de la paix 1^{re} classe 3^e échelon

Tagaa Kodjo Robert, gardien de la paix 1^{re} classe 3^e échelon

Ahossi Gnabodé, gardien de la paix 1^{re} classe 3^e échelon

Yosso Michel, gardien de la paix 1^{re} classe 3^e échelon.

Lire :

En application des dispositions de l'ordonnance n° 21 du 22 mai 1967, les fonctionnaires du corps de la police dont les noms suivent, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1968 :

M. Kpodar André, brigadier-chef 2^e échelon.

MM. Hossou Kouassi Louis, gardien de la paix 1^{re} classe 1^{er} échelon

Tagaa Kodjo Robert, gardien de la paix 1^{re} classe 1^{er} échelon

Ahossi Gnabodé, gardien de la paix 1^{re} classe 1^{er} échelon

Yosso Michel, gardien de la paix 1^{re} classe 1^{er} échelon.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

ARRETE N° 1-MSP du 5-1-68 portant approbation du règlement intérieur de l'Office National Togolais de la Pharmacie « TOGOPHARMA ».

LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 1 et 2 du 14 janvier 1967 portant notamment abrogation de la constitution et institution et composition du comité de réconciliation nationale ;

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République et dissolution du comité de réconciliation nationale et formation du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 7 du 16 mars 1967 portant création de l'Office National Togolais de la Pharmacie « TOGOPHARMA » notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Après approbation du conseil d'administration de l'Office National Togolais de la Pharmacie « TOGOPHARMA »,

ARRETE :

Article premier — Le règlement intérieur portant organisation et fonctionnement de l'Office National Togolais de la Pharmacie « Togopharma » est approuvé.

Art. 2 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 5 janvier 1968

Cdt. A. A. Djafalo

MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DU TOURISME ET DU PLAN

ARRETE N° 15-MCITP du 30-12-67 fixant l'objet et l'étendue des pouvoirs du représentant du gouvernement en la personne du chef de la circonscription administrative de Klouto en matière de prix.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DU TOURISME ET DU PLAN,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution,

ARRETE :

Article premier — Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution, le chef de la circonscription administrative de Klouto est habilité à déterminer les prix des produits locaux dans la limite territoriale de ses attributions.

Art. 2 — Les prix des produits locaux seront fixés par arrêté de l'autorité désignée à l'article premier, après approbation du texte par le ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan.

Art. 3 — Les arrêtés et circulaires pris par le chef de la circonscription administrative de Klouto dans le cadre du présent arrêté devront être conformes aux prescriptions de l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967.

Art. 4 — Le présent arrêté, qui entre en vigueur à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 décembre 1967

P. Eklou

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES**

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS,
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Enquête de commodo et incommodo

N° 2-MTP-DMG-SC du 11-1-68 — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 15 janvier 1968 au 30 janvier 1968 au sujet de l'installation d'un dépôt d'hydrocarbures sur l'immeuble de Monseigneur Anaté à Anécho par la Société BP.

Les plans et les renseignements seront disposés dans le bureau du maire de la ville d'Anécho pendant 15 jours à partir du 15 janvier 1968 pour être communiqués les jours ouvrables de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

La publication de cette enquête sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives à l'installation prévue.

Le maire de la ville d'Anécho est désigné comme commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête il dressera un procès-verbal des opérations qu'il adressera avec avis motivé à M. le ministre des travaux publics à Lomé.

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE**AVIS DE BORNAGE**

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 8 avril 1968 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin-Ouest, circonscription adm. de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 6as 89cas, connu sous le nom de Tokoin-Ouest et borné au nord et à l'est par des rues non dénommées, au sud par l'ancienne route circulaire et à l'ouest par la propriété appartenant à Dadzie, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Amaglo Komlavi Frédéric, employé de commerce à la Cie F.A.O. Lomé, suivant réquisition du 4 novembre 1967, n° 5143.

Le mardi 9 avril 1968 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 7as 16cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par les héritiers Kossidjin Zankou, au sud et à l'est par des rues en projet et à l'ouest par Hoka Gbongli Aménikpi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Deckon Cosme, propriétaire à Lomé, suivant réquisition du 10 novembre 1967, n° 5146.

Le mardi 9 avril 1968 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 5as 42cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par le lot n° 25, au sud par une rue en projet, à l'est par le lot n° 19 et à l'ouest par le lot n° 21, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Thoro Agbaro, militaire-chauffeur à Lomé, suivant réquisition du 28 novembre 1967, n° 5148.

Le jeudi 11 avril 1968 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nyékona-kpoè, circ. adm. de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 3as 73cas, connu sous le nom de Nyékona-kpoè et borné au nord par la rue Dotè Mensah, au sud par la propriété Dovi Eklu, à l'est par Alphonse Akama et à l'ouest par Thérésia Ayoko Gbikpi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hountondji Alphonse, agent technique des P.T.T. à Lomé, suivant réquisition du 29 novembre 1967, n° 5149.

Le conservateur de la propriété foncière,
E. K. Dogbé

Récépissé de déclaration d'association

(du 5-6-67)

Titre de l'Association : « HAVI LOLO LOLAME »

But : Donner des aides financières en cas de décès de l'un de ses membres et entretenir entre eux des sentiments de cordialité et de solidarité.

Siège Social : Lomé — Kodjoviakopé

Pièces annexées à la déclaration : Statuts et liste des membres du bureau-directeur.

BANQUE : B.I.A.O. — ETAT : TOGO**BILAN
ACTIF**

Exercice : sept. 1967

Caisse, postes, trésor public, banque centrale	15.454.581
Banques et correspondants	342.446.509
Portefeuille effets	402.973.359
Crédits à court terme	602.770.408
Crédits à moyen terme	—
Crédits à long terme	—

Débiteurs divers	19.107.801
Débiteurs par acceptation	—
Titres — Participations	—
Actionnaires	—
Comptes d'ordre et divers	3.881.644
Immeubles et mobilier	5.276.172
Pertes de l'exercice	—
Pertes des exercices antérieurs	—
	<u>1.391.910.474</u>

P A S S I F

Postes, trésor public	15.094.462
Comptes de chèques	396.615.596
Comptes courants	521.015.849
Banques et correspondants	3.220.571
Comptes exigibles après encaissement	241.978.174
Créditeurs divers	65.505.303
Acceptations à payer	—
Bons et comptes à échéance fixe	27.753.000
Comptes d'ordre et divers	10.906.028
Réserves	3.150.037
Capital ou dotations	104.000.000
Bénéfices de l'exercice	2.671.454
Bénéfices reportés	—
	<u>1.391.910.474</u>

HORS BILAN

Engagements par cautions et avals	476.684.091
Effets escomptés circulant sous notre endos ou pensionnés	86.600.000
Ouverture de crédits confirmés	317.921.320

BANQUE : B.N.P. — ETAT : TOGO

B I L A N

A C T I F

Exercice 1967

Caisse, postes, trésor public, banque centrale ..	10.008.489
Banques et correspondants	493.038.553
Portefeuille effets	428.759.669
Crédits à court terme	350.256.907
Crédits à moyen terme	39.800.000
Crédits à long terme	—
Débiteurs divers	5.336.167
Débiteurs par acceptation	—
Titres — Participations	—
Actionnaires	—
Comptes d'ordre et divers	26.163.042
Immeubles et mobilier	18.853.308
Pertes de l'exercice	—
Pertes des exercices antérieurs	—
	<u>1.372.216.135</u>

P A S S I F

Postes, trésor public	1.900.000
Comptes de chèques	459.845.861
Comptes courants	373.421.294
Banques et correspondants	163.990.709
Comptes exigibles après encaissement	206.475.977

Créditeurs divers	17.728.816
Acceptations à payer	—
Bons et comptes à échéance fixe	35.828.347
Comptes d'ordre et divers	31.573.046
Réserves	5.432.720
Capital ou dotations	65.000.000
Bénéfices de l'exercice	11.019.365
Bénéfices reportés	—
	<u>1.372.216.135</u>

HORS BILAN

Engagements par cautions et avals	510.257.390
Effets escomptés circulant sous notre endos ou pensionnés	—
Ouverture de crédits confirmés	—

BANQUE TOGOLAISE DE DEVELOPPEMENT
ETAT : TOGO

Exercice : 1966-1967

B I L A N

A C T I F

Caisse, postes, trésor public, banque centrale	3,1
Banques et correspondants	157,6
Portefeuille effets	—
Crédits à court terme	76,0
Crédits à moyen terme	155,5
Crédits à long terme	804,7
Débiteurs divers	4,0
Débiteurs par acceptation	—
Titres — Participations	0,5
Actionnaires	67,5
Comptes d'ordre et divers	155,1
Immeubles et mobilier	18,1
Pertes de l'exercice	—
Pertes des exercices antérieurs	—
	<u>1.442,1</u>

P A S S I F

Postes, trésor public	—
Comptes de chèques	—
Comptes courants	—
Banques et correspondants	—
Comptes exigibles après encaissement	—
Créditeurs divers	327,5
Acceptations à payer	—
Bons et comptes à échéance fixe	814,6
Comptes d'ordre et divers	—
Réserves	—
Capital ou dotations	300,0
Bénéfices de l'exercice	—
Bénéfices reportés	—
	<u>1.442,1</u>

HORS BILAN

Engagements par cautions et avals	—
Effets escomptés circulant sous notre endos ou pensionnés	—
Ouverture de crédits confirmés	—

UNION TOGOLAISE DE BANQUE**ETAT : TOGO**

Exercice au 30 septembre 1967

BILAN**A C T I F**

Caisse, postes, trésor public, banque centrale	58.275.257
Banques et correspondants	664.394.643
Portefeuille effets	331.554.142
Crédits à court terme	438.784.558
Crédits à moyen terme	46.600.000
Crédits à long terme	—
Débiteurs divers	192.853
Débiteurs par acceptation	—
Titres — Participations	3.200.000
Actionnaires	—
Comptes d'ordre et divers	13.616.881
Immeubles et mobilier	19.532.486
Pertes de l'exercice	—
Pertes des exercices antérieurs	—
	<u>1.576.150.820</u>

P A S S I F

Postes, trésor public	—
Comptes de chèques	297.231.728
Comptes courants	634.056.228
Banques et correspondants	10.224.675
Comptes exigibles après encaissement	217.604.150
Créditeurs divers	81.251.528
Acceptations à payer	—
Bons et comptes à échéance fixe	185.528.946
Comptes d'ordre et divers	11.527.635
Réserves	3.073.101
Capital ou dotations	130.000.000
Bénéfices de l'exercice	—
Bénéfices reportés	5.652.829
	<u>1.576.150.820</u>

HORS BILAN

Engagements par cautions et avals	455.973.249
Effets escomptés circulant sous notre endos ou pensionnés	—
Ouverture de crédits confirmés	87.515.807

SOCIETE TOGOLAISE DE CREDIT AUTOMOBILE

(Bilan au 30 septembre 1967)

A C T I F

Caisse et banque	1,7
Portefeuille effets	17,4
Débiteurs divers	1,1
Créances douteuses	13,0
Immobilisations	0,4
TOTAL	<u>33,6</u>

P A S S I F

Capital	15
Réserves	1,6
Report à nouveau	0,2
Provisions pour créances douteuses	13,0
Clients et créditeurs divers	2,4
Banque	0,3
Compte d'ordre	0,8
Résultats de l'exercice	0,3
TOTAL	<u>33,6</u>

HORS BILAN

Effets circulant sous endos	103,8
-----------------------------	-------

